

LHL

N°151/CA du Répertoire

N° 87-19 /CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : HOUETO Aristide
C/

“ La béninoise ”

REPUBLICQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 05 novembre 1987, enregistrée le 09 novembre 1987 sous le numéro 237/GCS au greffe de la Cour, par laquelle monsieur HOUETO Aristide a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la note de service n° 148/87/BN/DG/SP du 1^{er} juillet 1987 ;

Vu le mémoire ampliatif en date à Cotonou du 26 janvier 1988 du requérant ;

Vu les observations du Directeur général de la “la béninoise” transmises par lettre n° DIV/466/88/BN/SA en date à Cotonou du 26 juillet 1988 enregistrées au greffe de la cour le 29 juillet 1988 sous le n° 137 ;

Vu le mémoire ampliatif en date du 20 septembre 1988 du requérant enregistré le 23 septembre 1988 sous le numéro 182 au greffe de la cour ;

Vu la consignation légale payée et constatée par reçu n° 215 du 23 novembre 1987 du greffe de la cour ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;



Notifié / L. 29/12/2005, 402/GCS du 29/12/07
P.G.C.S 403/GCS du 09/12/07

Vu corrigé le 29/12/05

Où l'Avocat Général **Hector R. OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que Par requête en date à Cotonou du 05 novembre 1987 enregistrée au Greffe le 09 novembre 1987, Monsieur HOUETO Y. Aristide a saisi la Chambre Administrative de la Cour Suprême aux fins de faire annuler la Note de Service n°148/87/BN/DG/SP du 01 juillet 1987 par laquelle, la Société Nationale de Brasserie par son Directeur Général, l'a sanctionné, requête précédée d'un recours hiérarchique adressé à ce dernier enregistré au secrétariat de la direction le 12 août 1987 sous le numéro 8606 auquel le Directeur Général n'a pas répondu jusqu'à l'introduction du recours contentieux.

Considérant que par lettre n°29/GC/CPC du 29 février 1988 du greffier en Chef, cette requête introductive d'instance et les pièces y annexées sont communiquées à Monsieur le Directeur Général de "La Béninoise" pour qu'il fasse parvenir à la Cour ses observations dans un délai de deux (02) mois. Que n'ayant pas réagi dans le délai imparti, la Cour, par lettre n°214/GC/CPC du 23 mai 1988 l'a mis en demeure de répondre en lui impartissant un nouveau délai de deux (02) mois.

Considérant que par courrier n° DIV/466/88/ BN/SA en date du 26 juillet 1988 enregistré au Greffe de la Cour le 29 juillet 1988 sous le numéro 137, Monsieur le Directeur Général a communiqué ses observations à la Cour dans le nouveau délai qui lui est imparti.

Considérant que la Cour, par lettre n° 524/GC/ CPC du 08 septembre 1988, a communiqué les observations du Directeur Général de "La Béninoise" à Monsieur HOUETO Y Aristide, l'invitant par le même courrier à lui produire son mémoire en réplique dans un délai de deux (02) mois.

Considérant que par lettre en date du 20 septembre 1988 enregistrée au Greffe Central de la Cour le 23 septembre 1988 sous le numéro 182, Monsieur HOUETO Y. Aristide a fait parvenir à la Cour sa réplique.

Considérant qu'à ce stade de la procédure, le dossier est en état d'être jugé, la consignation légale ayant été constatée par reçu n°215 du 23 novembre 1987.

Considérant que le requérant expose que le 02 janvier 1987, le nommé Etienne ATIAHLA a fermé la vanne de remplissage de la bêche alimentaire en eau des chaudières de l'usine "La Béninoise" de Parakou ; qu'informé de cela le 09 janvier 1987, il a mis sur pied une Commission d'enquête qui n'a pu déposer son rapport que le 23 janvier 1987 ; que le même jour, sous sa présidence, le comité de direction de l'usine a statué sur ce rapport, et a suspendu Etienne ATIAHLA, qu'il en a rendu compte aussitôt à la Direction Générale ; qu'à la session extraordinaire du comité de direction du siège le 26 janvier 1987, la sanction infligée à Etienne ATIAHLA a été approuvée et qu'il y a été mis sur pied une commission d'enquête qui va se rendre à Parakou pour clarifier l'affaire ; que suite au dépôt du rapport de cette commission, Monsieur HOUETO Y. Aristide a reçu une demande d'explication à laquelle il a répondu. Que c'est suite à sa réponse que le Directeur Général de la Société, sur instructions du Conseil Exécutif National lui a infligé deux (02) mois de suspension avec blâme au dossier et l'a affecté à Cotonou.

I/ En la forme

- Sur la recevabilité

Considérant que le recours contentieux de Monsieur HOUETO Y. Aristide est recevable en ce que la note de service attaquée est un acte administratif que le Directeur de la Société "La Béninoise" est une autorité administrative, car nommé par le Conseil Exécutif National (l'Exécutif d'alors) ; que d'autre part, la Note de Service n°148/87/BN/DG/SP du 1^{er} juillet 1987 du Directeur Général de "La Béninoise" sanctionnant Monsieur HOUETO Y. Aristide a été prise sur instructions du Conseil Exécutif National.

Considérant que par ailleurs, le recours contentieux du requérant est recevable parce que fait dans le délai légal et précédé d'un recours hiérarchique adressé au Directeur Général, enregistré à son secrétariat le 12 août 1987 sous le numéro 8606 resté sans suite jusqu'à la saisine de la Chambre Administrative. Que le recours contentieux datant du 05 novembre 1987 et devant être introduit au plus tard le 12 décembre 1987 a été enregistré au Greffe de la Cour le 09 novembre 1987.

II – Au Fond



**Sur le moyen tiré de la nom motivation de la sanction
querellée et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens**

Considérant qu'il est de jurisprudence constante que les décisions sanctionnatrices doivent être motivées de manière précise au risque d'ouvrir la porte à l'arbitraire ;

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que « les sanctions infligées aux agents de l'unité de Parakou pour les actes irresponsables posées dans le cadre de la fermeture de la vanne principale par le camarade ATIAHLA Etienne le 02 janvier 1987 témoignent de la volonté des autorités supérieures de décourager tous actes irresponsables qui seraient de nature à remettre en cause les efforts de redressement de la société nationale de boissons "la béninoise" »

Que cette énonciation vague, par ailleurs valable pour les 13 agents toutes catégories et toutes sanctions confondues, ne saurait répondre à l'obligation de motivation ;

Considérant que, dans son recours hiérarchique en date à Cotonou du 11 août 1987 le requérant a sollicité « la notification d'un libellé clair et détaillé des charges retenues contre lui » ; que cette demande à laquelle l'administration a l'obligation de répondre n'a connu aucune réponse ; qu'il échet de dire que la décision de sanction de blâme au dossier deux mois de suspension avec perte des salaires et autres avantages et d'affectation prononcée à l'encontre de monsieur HOUETO Aristide est illégale ; qu'il échet donc de l'annuler ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : La requête du sieur HOUETO Aristide en date du 5 novembre 1987 sollicitant l'annulation de la note de service n° 148/87/BA/DG/SP du 1er juillet 1987 portant sanction d'agents est recevable.

Article 2 : Les décisions de sanctions de blâme au dossier, affectation et suspension de deux mois avec perte des salaires et autres avantages prononcées contre monsieur HOUETO Aristide et contenues de la note de service n° 148/87/BN/DG/SP du 1er juillet 1987 sont annulées en ce qui concerne monsieur HOUETO Aristide ;

Article 3 : Les dépens sont à la charge du trésor public.

Article 4 : Le présent Arrêt sera notifié aux parties, à l'Agent Judiciaire du Trésor et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON conseiller la Chambre Administrative

PRESIDENT ;

Emile TAKIN

{

Et

{

Claire DEGLA-AGBIDINOUCOU

{

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre Deux mille quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Hector Raoul OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Donatien VIGNINOU,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président- Rapporteur,

Le Greffier

S. DOSSOUMON.-

D. VIGNINOU.-



DE = Grátis
Enregistré à Cotonou le 31/05/05
Fo 41 Case 2399-1
Reçu Grátis
L'Inspecteur de l'Enregistrement

Antoinette L. AGO



